

LUTTER POUR AMÉLIORER LES DROITS DE L'HOMME DANS LE MONDE

Le groupe socialiste au Parlement européen s'est exprimé clairement en faveur des droits de l'homme et de la démocratie dans le monde entier. Il a constamment défendu la politique européenne en matière de droits de l'homme dans le cadre de résolutions, de rapports, de missions et de questions posées à la Commission en vue de préserver les droits humains fondamentaux dans les régions les plus troublées du monde.

Des parlementaires socialistes ont contribué à la rédaction des rapports annuels du Parlement sur les droits de l'homme dans le monde et sur la politique de l'UE en matière de droits de l'homme. Ces rapports ont à maintes reprises demandé à l'UE d'intensifier ses efforts sur les points ci-dessous.

- **L'abolition de la peine de mort**

Les résultats d'un vote intervenu en février 2007 en faveur du moratoire des Nations unies sur la peine de mort ont été les suivants:

	Pour	%	Contre	%	Abstention	%
PPE-DE	194	86	16	7	15	6.5
PSE	185	100	0	0	0	0
ADLE	88	100	0	0	0	0
V/ALE	38	100	0	0	0	0
UEN	18	49	12	32	7	19
GUE	34	97	0	0	1	3
IND/DEM	3	19	8	50	5	6
ITS	10	60	5	29	2	11
NI	8	62	4	31	1	8

Il convient de noter qu'une des plus grandes délégations au Parlement, les conservateurs britanniques, se sont démarqués du PPE-DE sur la question de la peine de mort, en totale contradiction avec la ligne de leur parti au Royaume-Uni. Huit conservateurs (dont Helmer, non-inscrit) ont voté contre le moratoire. Huit autres ont décidé de s'abstenir sur cette question essentielle. **Le groupe socialiste était unanimement en faveur d'une abolition immédiate de la peine de mort dans tous les pays.**

- **L'utilisation effective des sanctions pour lutter contre les régimes voyous**

En août 2008, le groupe socialiste a voté pour rendre l'utilisation des sanctions contre les régimes voyous plus efficace, afin que la population ne soit pas pénalisée.

	Pour	%	Contre	%	Abstention	%
PPE-DE	199	89	0	0	24	11
PSE	176	100	0	0	0	0
ADLE	74	98	0	0	1	2
V/ALE	35	97	0	0	1	3
UEN	31	94	0	0	2	6
GUE	7	26	19	70	1	4
IND/DEM	3	30	7	70	0	0
NI	3	14	10	45	9	41

Il convient à nouveau de noter que les conservateurs britanniques se sont démarqués du PPE-DE pour s'abstenir sur cette question importante sur laquelle l'UE a une voix forte dans le monde, montrant ainsi clairement leur mépris pour les droits de l'homme dans le monde. **Le groupe socialiste est resté parfaitement uni.**

Parmi nos autres succès, notons:

- la prise en compte des droits de l'homme dans tous les accords de l'UE avec des pays tiers;
- l'interdiction de toute forme de discrimination raciale;
- l'amélioration des droits économiques, sociaux et culturels;
- l'élimination de toute forme de discrimination envers les femmes;
- éviter la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- la protection des droits des enfants;
- la lutte contre la traite des êtres humains;

- l'amélioration des droits des minorités;
- un meilleur financement des organisations démocratiques de base dans les pays difficiles, par le biais de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH);
- plus de respect de la Cour pénale internationale, surtout au Darfour.

Le groupe socialiste a été le moteur des efforts visant à améliorer le dialogue en matière de droits de l'homme et les consultations avec les pays tiers sur le sujet. Le rapport d'Elena Valenciano (PSE, Espagne) sur les dialogues et les consultations sur les droits de l'homme avec les pays tiers (2007) demandait à l'UE d'améliorer ses efforts sur les droits civils, politiques, sociaux, économiques et environnementaux dans ses relations avec les pays tiers et demandait même qu'ils soient mis sur la table aux niveaux politiques les plus élevés. Nous avons également insisté pour que l'UE joue un rôle plus proactif et constructif dans le cadre des Nations unies.

En outre, le groupe socialiste a toujours cherché à maintenir un niveau élevé de droits de l'homme dans les pays voisins en faisant dépendre la coopération financière du respect de normes minimales en la matière dans le cadre de la Politique européenne de voisinage.